

Déclaration du Dr. Mukwege à l'occasion de la Journée Internationale de Lutte contre les Violences faites aux Femmes : 25 novembre 2021

A l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, nous rendons hommage à la résilience et à la force des femmes qui, malgré toutes les discriminations, les abus et les violences dont elles font l'objet, continuent de porter leurs familles et de nombreux secteurs vitaux de l'économie et de la société sur leurs épaules.

Les violences faites aux femmes constituent l'une des violations les plus graves des droits humains et sont répandues partout à travers le monde, dans toutes les sociétés et dans toutes les classes sociales. Elles ont lieu au sein de la famille, à l'école, au travail, dans la rue et de plus en plus « en ligne ». Ces violences qui prennent de multiples formes, tant dans la sphère publique que privée, sont évitables et doivent cesser maintenant. S'il l'on veut relever les grands défis auxquels l'humanité est confrontée, notamment les objectifs de développement durable et l'instauration de la paix dans les pays qui aspirent à sortir de conflit, nous devons éliminer les violences à l'égard des femmes et des jeunes filles et mettre fin à cette véritable pandémie mondiale.

L'origine principale des violences basées sur le genre est l'inégalité entre les femmes et les hommes dans nos sociétés patriarcales. Le meilleur outil pour les prévenir et les éliminer est l'éducation. Celle-ci doit commencer dès le plus jeune âge et se poursuivre tout au long de la vie pour modifier le paradigme de la domination et de la soumission et évoluer vers une complémentarité harmonieuse et le respect mutuel, dans l'intérêt de tous. A cet effet, nous aspirons à ce que les garçons et les hommes se libèrent de leur masculinité toxique pour embrasser une masculinité positive. Ce changement si nécessaire ne repose pas seulement sur l'éducation prodiguée par les parents et les enseignants, à la maison ou à l'école, mais viendra également de la modification des normes sociales véhiculées et transmises par les chefs coutumiers et les leaders religieux, car certaines valeurs traditionnelles et religieuses ont bien souvent été et restent une source de violence pour les femmes et les jeunes filles.

S'il est crucial de modifier les normes sociales, il est aussi urgent d'éliminer ou de réformer toutes les législations qui entretiennent des discriminations basées sur le sexe. Le droit doit être un outil favorisant le progrès de l'ensemble de la société et la protection de chacun sur un pied d'égalité, et il est donc impératif de supprimer les lois qui discriminent les femmes et de mobiliser une réelle volonté politique pour adopter et mettre en œuvre des lois progressistes relatives aux droits humains des femmes.

Pour lutter contre les violences basées sur le genre, les efforts de prévention doivent s'accompagner de la prise en charge des victimes et de la poursuite des agresseurs. En effet, les pouvoirs publics qui n'ont pas été en mesure de protéger les victimes en temps utile ont le devoir d'assurer une prise en charge accessible et de qualité incluant une assistance psychologique, médicale, socio-économique et légale. Cette prise en charge holistique doit être considérée comme un droit humain à la réhabilitation, et nous appelons tous les acteurs de première ligne concernés, notamment les services de police, à adopter une attitude respectueuse et non stigmatisante à l'égard des victimes car la honte et le blâme doivent être transférés à leurs justes places sur les épaules des bourreaux.

Le temps est venu de mettre fin à la culture de l'impunité en matière de violences faites aux femmes. Nous sommes encouragés par la libération de la parole des survivantes et par les mouvements globaux de femmes qui jouent un rôle important non seulement pour attirer l'attention sur l'ampleur et la gravité du phénomène des agressions et du harcèlement sexuel au sein de nos sociétés mais aussi pour encourager les victimes à faire entendre leurs voix et revendiquer leurs droits à la justice, à la vérité et à des réparations. Cette dynamique est fondamentale car pour lutter contre le fléau des violences faites aux femmes, il faut briser le silence, qui est l'arme ultime des agresseurs. Ainsi, nous saluons le courage des femmes qui brisent le silence et décident de porter plainte, mais nous exhortons également les témoins de violences à agir et à les dénoncer quand elles se produisent sous leurs yeux.

Nous profitons de cette journée internationale pour lancer un appel mondial visant à faire de l'élimination des violences faites aux femmes une priorité au niveau international. Cet impératif est d'autant plus urgent dans le contexte de la crise du Covid-19 qui a exacerbé les inégalités et engendré une recrudescence des violences faites aux femmes et aux jeunes filles.

Ainsi, nous saluons le leadership du Royaume-Uni qui a profité de sa présidence du G7 pour endosser des engagements ambitieux tels que l'établissement d'une ligne rouge contre l'utilisation du viol et des violences sexuelles comme méthode de guerre, l'augmentation du nombre de jeunes filles ayant accès à la scolarisation ou une plus grande représentation des femmes dans la vie publique. De même, nous soutenons l'initiative de la France et du Mexique qui, avec ONU Femmes, ont organisé cette année le « Forum Génération Egalité ». A cette occasion, un Plan d'accélération mondial pour l'égalité des femmes et des hommes a été lancé, plus de 40 milliards de USD ont été mobilisés et une série d'engagements internationaux ont été pris sur des sujets aussi variés que les droits et la santé sexuels et reproductifs des femmes ou la défense des femmes défenseuses des droits humains.

Ensemble, hommes et femmes, nous pouvons et nous devons construire un avenir débarrassé de violences à l'égard des femmes et des filles pour réaliser pleinement leur potentiel au bénéfice de l'ensemble de la société et construire un monde plus juste, plus égal et plus digne, où les femmes et les jeunes filles vivront à l'abri de la peur et de la violence, en période de conflit comme en temps de paix.

Dr. Denis Mukwege

